



## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

MISE A DISPOSITION D'UN FRIGO CONNECTE  
SIEGE DE L'EPIF

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I :</b>	<b>STIPULATIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 :	PARTIES AU MARCHE PUBLIC .....	4
ARTICLE 2 :	OBJET DU MARCHE PUBLIC .....	4
ARTICLE 3 :	NATURE DU MARCHE PUBLIC.....	4
ARTICLE 4 :	FORME DU MARCHE PUBLIC .....	4
ARTICLE 5 :	DUREE DU MARCHE PUBLIC .....	4
ARTICLE 6 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC .....	5
<b>CHAPITRE II :</b>	<b>MESURES D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 7 :	ORDRE DE SERVICE.....	7
ARTICLE 8 :	ACTE DE SOUS-TRAITANCE.....	7
<b>CHAPITRE III :</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 9 :	LA MISE A DISPOSITION DU FRIGO CONNECTE.....	9
ARTICLE 10 :	LA GESTION DU FRIGO CONNECTE .....	11
ARTICLE 11 :	LE CONTENU DU FRIGO CONNECTE .....	13
ARTICLE 12 :	GESTION DES DECHETS .....	14
<b>CHAPITRE IV :</b>	<b>OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 13 :	LA LOCATION DU FRIGO CONNECTE.....	16
ARTICLE 14 :	LE RECHARGEMENT DU FRIGO CONNECTE .....	17
<b>CHAPITRE V :</b>	<b>OBLIGATIONS PARTICULIERES DES PARTIES .....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 15 :	OBLIGATION DE REPRESENTATION .....	19
ARTICLE 16 :	OBLIGATION D'INFORMATION.....	19
ARTICLE 17 :	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE/DISCRETION PROFESSIONNELLE .....	19
<b>CHAPITRE VI :</b>	<b>CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 18 :	GENERALITES .....	22
ARTICLE 19 :	MOYENS.....	22
ARTICLE 20 :	ISSUE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS .....	23
<b>CHAPITRE VII :</b>	<b>MODALITES FINANCIERES.....</b>	<b>25</b>
ARTICLE 21 :	PRIX.....	25
ARTICLE 22 :	REGLEMENT .....	28
<b>CHAPITRE VIII :</b>	<b>PREROGATIVES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>33</b>
ARTICLE 23 :	PENALITES .....	33
ARTICLE 24 :	RESILIATION POUR FAUTE.....	34
ARTICLE 25 :	RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	35
ARTICLE 26 :	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	36
<b>CHAPITRE IX :</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>37</b>
ARTICLE 27 :	RECLAMATION PREALABLE OBLIGATOIRE.....	37
ARTICLE 28 :	PROCEDURE ADMINISTRATIVE PREALABLE OBLIGATOIRE .....	37
ARTICLE 29 :	PROCEDURE JURIDICTIONNELLE .....	37
<b>CHAPITRE X :</b>	<b>AUTRES STIPULATIONS .....</b>	<b>39</b>
ARTICLE 30 :	PRESTATIONS SIMILAIRES .....	39

ARTICLE 31 :	DEROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.....	40
--------------	------------------------------------	----

## CHAPITRE I : STIPULATIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : PARTIES AU MARCHE PUBLIC

Le marché public visé par le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) est conclu entre ;

D'une part, le prestataire de service désigné sous le nom de « titulaire », dont l'identité est précisée à l'Acte d'Engagement ;

Et, d'autre part, l'Etablissement public foncier d'île de France désigné sous le nom de « pouvoir adjudicateur », dont l'identité est précisée à l'Acte d'Engagement.

### ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le marché public a pour objet la location, l'installation, l'approvisionnement et la maintenance d'un frigo connecté pour le siège de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France

### ARTICLE 3 : NATURE DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est un marché de service soumis aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) sauf dérogations mentionnées dans le présent document.

### ARTICLE 4 : FORME DU MARCHE PUBLIC

En application de l'article R.2112-6 du code de la commande publique, le marché public est traité à prix forfaitaire.

### ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE PUBLIC

#### 5.1 Généralités

La durée mentionnée ci-après fixe le point de départ et le terme du marché.

Toutefois, l'échéance du marché n'aura aucune incidence sur l'exécution des obligations pendantes.

A ce titre, le titulaire n'a le droit à aucune indemnité lorsque les obligations découlant du marché se poursuivent après son terme.

Ces dernières sont comprises dans l'économie du marché.

#### 5.2 Substance

Le marché public sera conclu pour une durée ferme de deux (2) ans reconductible 1 fois sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au marché à l'issue de la période ferme de 2 ans, sans indemnité sous réserve d'une information préalable au titulaire deux mois avant l'échéance du marché public (par courrier recommandé).

## **ARTICLE 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC**

### **6.1 Généralités**

Le présent marché est soumis aux normes françaises et européennes applicables à sa date de notification dont notamment le code de la commande publique et le code de l'environnement.

En outre, le titulaire est tenu de respecter toute la réglementation en vigueur concernant son domaine d'intervention.

### **6.2 Substance**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes :

1. L'Acte d'Engagement (A.E.) ;
2. La Pièce financière (D.P.G.F.) ;
3. Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (C.C.A.G-FCS) ;
5. Le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

L'exemplaire unique du marché constitué des pièces mentionnées ci-avant conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.

***Nota : Bien que n'étant pas joint au marché, le CCAG-FCS est réputé connu des parties.***

### **6.3 Portée**

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-avant, exprime l'intégralité des obligations contractuelles entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

A ce titre, les stipulations du marché prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au marché.

<b>CHAPITRE II : MESURES D'EXECUTION</b>
--

**ARTICLE 7 : ORDRE DE SERVICE**

Néant.

**ARTICLE 8 : ACTE DE SOUS-TRAITANCE****8.1 Généralités**

Conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une ou plusieurs tâches relatives à l'exécution d'une ou plusieurs prestations attendues au titre du marché à un tiers à condition que ce dernier soit une entreprise adaptée mentionnée à l'article L. 5213-13 du code du travail, un établissement et services d'aide par le travail mentionné à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ou à une structure équivalente.

**8.2 Demande de sous-traitance**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit, dans les plus brefs délais, fournir au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration mentionnant au minimum :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

En cas de défaut de mention (nature/montant des travaux ou identité du sous-traitant) dans la déclaration de sous-traitance, le titulaire est mis en demeure de présenter une déclaration de sous-traitance en bonne et due forme dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de la notification sous peine de refus.

**8.3 Agrément du pouvoir adjudicateur**

Conformément à l'article R 2193-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 21 jours pour accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Le présent délai commence à courir à compter de la réception complète des documents indiqués ci-avant.

Ce délai est suspendu en cas de demande de précisions/compléments formulées par le pouvoir adjudicateur et ce jusqu'à la réception des précisions et/ou compléments attendus.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

***Nota :*** la notification du marché emporte acceptation de plein droit des sous-traitants présentés en cours de consultation et agrément de ses conditions de paiements.

<b>CHAPITRE III : MODALITES D'EXECUTION</b>
---

**ARTICLE 9 : LA MISE A DISPOSITION DU FRIGO CONNECTE****9.1 Généralités**

Pour les besoins de l'établissement attendus au titre du marché, le titulaire doit mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur un frigo connecté.

Cette mise à disposition comprend la fourniture, livraison/l'installation, la maintenance, la gestion, le remplissage, l'entretien et la reprise des bacs du frigo connecté.

**9.2 La fourniture du frigo connecté****9.2.1 Généralités**

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur un frigo connecté.

La fourniture s'entend par la location du frigo connecté pendant toute la durée ferme du marché.

**9.2.2 Caractéristiques techniques du frigo connecté à fournir****a) Dimensions**

Les dimensions du frigo connecté proposé ne pourront excéder :

- 57 cm de profondeur,
- 127 cm de largeur.

**b) Capacité**

Le frigo connecté installé doit avoir la capacité de fournir quotidiennement au minimum 50 couverts.

**c) Interface utilisateur**

Tous les moyens d'identification sont acceptés ; Application/QR code, badge... cependant l'accessibilité devra être restreinte aux seuls membres de l'établissement.

La navigation sur l'interface doit être fluide, optimisée et doit permettre au minimum de voir la description des produits disponibles et le récapitulatif des produits consommés.

**d) Système de paiement**

Le paiement des produits contenus dans le frigo connecté doit pouvoir se faire au minimum via :

- Carte bleue,
- Carte ticket restaurant.

### 9.2.3 Caractéristiques écologiques du frigo connecté à fournir

A titre d'information, le titulaire devra renseigner la classe énergétique du frigo proposé dans son offre, ainsi que les caractéristiques techniques liées à ce classement (consommation, mesures pris pour réduire ou limiter la consommation...)

### 9.2.4 Lieu

Le frigo connecté devra être installé dans l'espace restauration de l'établissement, au rez-de-chaussée de l'immeuble « Patio Saint-Jacques » à l'adresse suivante :

4-14 rue Ferrus  
75014 Paris

## 9.3 Livraison et installation du frigo connecté

Le frigo connecté doit être livré à l'adresse stipulée ci-avant.

### 9.3.1 Délai

La livraison et l'installation du frigo connecté doivent être effectuées dans un délai maximal de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date de notification du marché.

En cas de retard, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionné ci-après.

La livraison et l'installation doivent être effectuées pendant les plages horaires stipulées ci-après.

En cas de non-respect des plages horaires, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionnée ci-après.

### 9.3.2 Horaires

La livraison et l'installation du frigo connecté doivent avoir lieu pendant la plage horaire suivante : du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00 et 14h00 - 16h00.

## 9.4 La reprise du frigo connecté

### 9.4.1 Généralités

Le frigo connecté installé sur site doit être enlevé au terme de sa location.

#### 9.4.2 Délai

La reprise du frigo connecté doit être effectuée dans un délai maximal de dix (10) jours ouvrés à compter de la date d'extinction du marché

En cas de retard, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionné ci-après.

La reprise doit être effectuée pendant les plages horaires stipulées ci-après.

En cas de non-respect des plages horaires, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionnée ci-après.

**Nota :** *La fin du marché s'entend par l'échéance du terme ou la résiliation du marché.*

#### 9.4.3 Horaire

La reprise du frigo connecté doit avoir lieu pendant la plage horaire suivante : du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00 et 14h00 - 16h00.

### 9.5 La mise à disposition des informations relatives à l'activité

Le Titulaire devra mettre à disposition du Pouvoir Adjudicateur les informations suivantes (liste non exhaustive) :

- Le chiffre d'affaires ;
- Les consommations ;
- Les modes de consommations ;
- Les tendances...

## ARTICLE 10 : LA GESTION DU FRIGO CONNECTE

### 10.1 Généralités

Dans le cadre de la fourniture du frigo connecté, le titulaire doit assurer la livraison/l'installation, la maintenance, le remplissage, l'entretien, le suivi et la reprise de ce dernier sur le site susmentionné du pouvoir adjudicateur.

### 10.2 Réapprovisionnement

Le frigo connecté doit être réapprovisionné sur site en produits selon les fréquences suivantes :

En cas de non-respect d'une des fréquences stipulées ci-dessous, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionnée ci-après.

Toute opération de réapprovisionnement doit être réalisée pendant les plages horaires mentionnées ci-après.

En cas de non-respect des plages horaires, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionnée ci-après.

#### 10.2.1 Fréquence

Le réapprovisionnement du frigo connecté doit avoir lieu au minimum une (1) fois par semaine.

#### 10.2.2 Horaires

Le réapprovisionnement du frigo connecté doit avoir lieu pendant la plage horaire suivante : du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00 et 14h00 - 16h00.

### 10.3 Maintenance

#### 10.3.1 Généralités

Le titulaire a la charge de maintenir dans un état de fonctionnement optimal, le frigo connecté installé sur site, pour cela il devra mettre en place ;

- Une maintenance préventive,
- Une maintenance curative.

#### 10.3.2 Délai

Concernant la maintenance préventive, le titulaire est libre de son organisation.

Concernant la maintenance curative, toute intervention doit être dans un délai maximal de huit (8) heures ouvrées à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionné ci-après.

Toute maintenance doit être effectuée pendant les plages horaires stipulées ci-après.

En cas de non-respect des plages horaires, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionnée ci-après.

#### 10.3.3 Horaires

La maintenance du frigo connecté doit avoir lieu pendant la plage horaire suivante : du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00 et 14h00 - 16h00.

## 10.4 Entretien

### 10.4.1 Généralités

Le frigo connecté doit être entretenu. Par entretien, il est entendu, le nettoyage intérieur et extérieur du frigo connecté.

En cas de manquement, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionnée ci-après.

Toute opération d'entretien doit être réalisée pendant les plages horaires stipulées à l'Acte d'Engagement.

En cas de non-respect des plages horaires, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionnée ci-après.

### 10.4.2 Fréquence

L'entretien du frigo connecté doit avoir lieu au minimum une (1) fois par semaine.

### 10.4.3 Horaires

L'entretien du frigo connecté doit avoir lieu pendant la plage horaire suivante : du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00 et 14h00 - 16h00.

## **ARTICLE 11 : LE CONTENU DU FRIGO CONNECTE**

### 11.1 Généralités

Dans le cadre de la fourniture du frigo connecté, il est attendu de la part du pouvoir adjudicateur une proposition variée et conforme aux prescriptions de la loi EGALIM.

### 11.2 Contenu du catalogue

Il est attendu de la part du Titulaire la remise d'une offre conforme aux dispositions introduites par la loi EGALIM. Ainsi, le Titulaire du marché devra recourir à des produits durables et de qualité (mise à disposition d'au moins 50% de produits durables et de qualité dont au moins 20% de produits bio).

### **Sont considérés comme Produits Durables (50%)**

*Les produits bénéficiant de labels officiels de qualité ou d'origine tels que :*

- Le label rouge
- L'appellation d'origine (AOC/AOP)
- l'Indication Géographique (IGP)
- la Spécialité Traditionnelle Garantie (STG)
- la mention « issu d'une exploitation à Haute Valeur Environnementale » (HVE)
- l'écolabel pêche durable
- les produits bénéficiant du logo Région Ultrapériphérique (RUP)

*On peut ajouter que les “produits fermiers” ou “de la ferme” sont qualifiés de durables même s'ils ne possèdent pas de labels à part entière. De même, les produits acquis selon des modalités prenant en compte les coûts imputés aux externalités environnementales liées au produit pendant son cycle de vie peuvent être pris en compte*

### **Sont considérés comme Produits bio (20%)**

*Cette qualification concerne l'ensemble des produits issus de l'agriculture biologique ainsi que des produits végétaux en conversion de plus d'un an.*

Le Titulaire devra respecter les taux minima (taux de produits en circuit court et taux de produits durables et de qualité dont au moins 20% de produits bio), qu'il aura déclaré dans son mémoire technique.

## **11.3 Contenu du frigo**

Le frigo connecté doit être contenir au minimum :

- Deux (2) entrées,
- Deux (2) snacks,
- Six (6) plats,
- Cinq (5) desserts.

## **ARTICLE 12 : GESTION DES DECHETS**

### **12.1 Suivi des déchets**

Tout déchet généré par l'exécution du marché public doit être géré par le titulaire pendant toute la durée du marché public conformément à l'article 20.4 du CCAG.

Les bordereaux de suivi des déchets attestant de cette gestion doivent être transmis selon la fréquence et avant la date butoir stipulées à l'Acte d'Engagement.

En cas de retard, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionné ci-après.

## **12.2 Evaluation des émissions de gaz à effet de serre (GES)**

Toute émission de gaz à effet de serre induite par l'exécution du marché public doit faire l'objet d'une évaluation.

Cette évaluation fait l'objet d'un rapport. Celui-ci doit être transmis selon la fréquence suivante : 1 fois par an.

En cas de retard, le titulaire s'expose à la pénalité forfaitaire mentionné dans le présent CCP.

La flotte routière de véhicules utilisés dans le cadre de la réalisation des prestations devra répondre, a minima, à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro V. Les véhicules devront présenter de vignettes Crit'Air pour circuler dans la zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) couvrant le périmètre géographique du présent marché ZFE du Grand Paris. Le titulaire démontrera le respect de cette exigence en vue du contrôle de sa mise en œuvre en adressant annuellement sous format électronique, au maître d'ouvrage et à date anniversaire du marché, un tableau synthétique.

<b>CHAPITRE IV : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES</b>
--

**ARTICLE 13 : LA LOCATION DU FRIGO CONNECTE****13.1 A la charge du titulaire****13.1.1 Généralités**

En contrepartie du prix indiqué dans la pièce financière, le titulaire est tenu aux obligations mentionnées ci-après.

**13.1.2 Obligations de délivrance**

Le titulaire a obligation de délivrer au pouvoir adjudicateur le frigo connecté attendu au titre du marché selon les formes, les conditions et la durée mentionnées dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

**13.1.3 Obligation d'entretien**

Le titulaire a obligation d'entretenir le frigo connecté en état de servir à l'usage pour lequel il est destiné.

**13.1.4 Obligation de garantie**

Le titulaire a obligation de garantir le pouvoir adjudicateur contre tous les vices ou défauts affectant le frigo connecté qui en empêche son usage.

S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de l'indemniser.

**13.2 A la charge du pouvoir adjudicateur****13.2.1 Généralités**

En contrepartie de la délivrance du frigo connecté attendu au titre du marché selon les formes, les conditions et la durée mentionnées dans le présent Cahier des Clauses Particulières, le pouvoir adjudicateur est tenu aux obligations mentionnées ci-après.

**13.2.2 Obligation de paiement**

Le pouvoir adjudicateur a obligation de payer le prix indiqué dans la pièce financière dans les conditions, formes et termes visés ci-après.

#### 13.2.3 Obligation d'usage raisonnable et conforme

Le pouvoir adjudicateur a obligation d'user le frigo connecté raisonnablement et conformément à la destination visée par le présent Cahier des Clauses Particulières.

#### 13.2.4 Obligation de restitution

Le pouvoir adjudicateur a obligation de restituer au titulaire le frigo connecté dans l'état dans lequel il l'a reçu.

En cas de manquement à cette obligation, le pouvoir adjudicateur doit indemniser le titulaire des dégradations ou des pertes constatées lors de la restitution à l'exception des dégradations par vétusté, des pertes par force majeure ou cas fortuite et des dégradations/pertes imputables au titulaire.

Le montant de chaque indemnité ne peut excéder le montant du prix unitaire d'un frigo connecté sur présentation d'un justificatif.

### **ARTICLE 14 : LE RECHARGEMENT DU FRIGO CONNECTE**

#### 14.1 A la charge du titulaire

##### 14.1.1 Généralités

En contrepartie du prix indiqué dans la pièce financière, le titulaire a obligation d'assurer une prestation de service de rechargement/remplissage du frigo connecté selon les formes, les conditions et la durée visées au présent Cahier des Clauses Particulières.

##### 14.1.2 Obligation de qualité et de sécurité

Le titulaire s'oblige à exécuter la prestation de mise à disposition du frigo connecté ainsi que toutes les missions afférentes au titre du marché selon une qualité de service et de sécurité irréprochable et ce conformément aux règles de l'art de la profession.

Afin de garantir l'exécution de cette obligation, le titulaire s'oblige à mettre en place les moyens humains, matériels et techniques nécessaires à la mise à disposition du frigo connecté de telle manière à assurer les prestations attendues dans des conditions de qualité et de sécurité irréprochables et conformément aux règles de l'art de la profession.

## 14.2 A la charge du pouvoir adjudicateur

### 14.2.1 Généralités

En contrepartie de l'exécution de la prestation de la fourniture d'un frigo connecté selon les formes, les conditions et la durée visées au présent Cahier des Clauses Particulières, le pouvoir adjudicateur est tenu aux obligations mentionnées ci-après.

### 14.2.2 Obligation de paiement

Le pouvoir adjudicateur a obligation de payer le prix indiqué dans la pièce financière dans les conditions, formes et termes visés ci-après.

### 14.2.3 Obligation d'accessibilité

En vue de l'exécution de la prestation de rechargement/remplissage du frigo connecté attendu au titre du présent marché, le pouvoir adjudicateur a obligation d'assurer au titulaire et ses préposés, à l'exclusion de toute autre personne, l'accessibilité au site mentionné ci-avant et ce pendant les plages horaires susmentionnées.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire l'accès des sites à tout personnel indésirable. Tel est le cas du personnel qui donne lieu à des plaintes graves et justifiées par manque d'égard ou de politesse envers le personnel de l'EPFIF.

L'interdiction susmentionnée est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception faisant mention des motifs.

Cette interdiction prend effet à compter de la date de réception du courrier susmentionné.

Le titulaire dont le personnel fait l'objet d'une interdiction ne peut prétendre au versement de quelque indemnité que ce soit.

**CHAPITRE V : OBLIGATIONS PARTICULIERES DES PARTIES****ARTICLE 15 : OBLIGATION DE REPRESENTATION**

Dès la notification du marché, les parties désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution du marché.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché doit obligatoirement être notifié à l'autre partie dans les plus brefs délais.

Chaque représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour engager la partie qu'il représente.

**ARTICLE 16 : OBLIGATION D'INFORMATION****16.1 A la charge du Pouvoir Adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui est possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations attendues dans le cadre du marché.

**16.2 A la charge du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social.

De manière générale, le titulaire est tenu de notifier toutes les modifications importantes de fonctionnement de son entreprise pouvant avoir une influence sur la bonne exécution du marché.

**ARTICLE 17 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE/DISCRETION PROFESSIONNELLE****17.1 Obligation générale****17.1.1 A la charge du titulaire**

Le titulaire du marché s'engage à garder strictement confidentiels les informations et documents de toute nature, communiqués par le pouvoir adjudicateur ou dont il a connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales, ainsi que toutes remises de documents à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures adéquates pour assurer la confidentialité des informations auxquelles il a accès.

#### 17.1.2 A la charge du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

### 17.2 Obligation particulière

Dans le cadre du marché, il est prévu que *Les Parties s'engagent à traiter l'ensemble des données à caractère personnel dont elles ont connaissance au titre du marché public, en conformité avec les réglementations en vigueur relatives au traitement de ces données et à la protection de la vie privée, notamment les dispositions de la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement 2016/679 du 27 avril 2016).*

Au regard de la réglementation relative à la protection des données, les Parties sont, chacune en ce qui concerne ses propres traitements de données à caractère personnel, Responsables de traitement distincts.

Les Parties s'engagent, chacune pour son propre compte, à respecter l'ensemble des obligations leur incombant au titre de leur qualité de Responsable de Traitement découlant du Règlement. Elles s'engagent notamment :

- À n'utiliser les données que pour la finalité les concernant. Pour la société titulaire : les finalités sont celles liées à l'exécution des missions confiées dans le cadre du marché public de mise à disposition d'un frigo connecté et des services qui y sont rattachés. Pour l'EPIFIF : les finalités sont celles liées à l'exécution administrative du marché concerné.
- À respecter les principes de licéité, transparence, minimisation, exactitude, limitation de la conservation, intégrité et confidentialité des données ;
- À procéder à l'information des personnes concernées ;

- À traiter les demandes d'exercice de droits conformément à la réglementation ;
- A mettre en œuvre un registre des traitements.

Chacune des Parties s'engage à prendre toutes précautions utiles et adaptées aux risques de destruction, de perte, d'altération des données à caractère personnel détenues ou transmises, de divulgation ou d'accès non autorisés à ces mêmes données par des personnes privées ou publiques, physiques ou morales, de manière accidentelle ou illicite. Si ces risques venaient à se réaliser, la partie concernée s'engage à en informer l'autre Partie au plus tôt, en les décrivant de manière détaillé et documenté. Cette notification est faite aux personnes ayant qualité de DPO au sein de chaque entité.

Les mesures mises en place afin de faire cesser les violations de données et les mesures visant à atténuer les éventuelles conséquences négatives sont également décrites et transmises à l'autre Partie. Par ailleurs, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques, la Partie chez laquelle les données ont été violées notifie à l'autorité de contrôle compétente, à savoir la CNIL, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Au cas où l'une des Partie effectuerait directement, ou indirectement par une sous-traitance ultérieure, un transfert de données à caractère personnel en dehors de l'UE vers un pays tiers n'ayant pas fait l'objet d'une décision d'adéquation de la Commission Européenne, cette Partie s'engage à mettre en place en cas de transfert direct, ou d'obtenir les preuves auprès de l'exportateur de données en cas de transfert indirect, des garanties juridiques appropriées d'encadrement de ces transferts, prévues par la Règlementation, de l'analyse d'impact du transfert pour les droits et libertés des personnes concernées, et des éventuelles mesures complémentaires mises en place par l'exportateur de données pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. La Partie concernée attestera explicitement auprès de l'autre Partie avoir répondu à ces obligations.

Le titulaire communique les informations sur les modalités de stockage de ses données (si hors UE ou non notamment) et précise les garanties mises en place pour assurer la protection des données.

Les Parties s'engagent à coopérer entre elles et/ou avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait leur être adressée directement ou en cas de contrôle dans le cadre de l'exécution du présent marché public. Elles s'engagent à ce titre à assurer un accès effectif à toutes informations relatives à la mise en œuvre des traitements à l'autorité, à s'en informer immédiatement, à s'apporter toute l'assistance nécessaire permettant d'assurer la défense de leurs droits, et à fournir tout conseil, explication ou document nécessaire à l'instruction du dossier.

**CHAPITRE VI : CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS****ARTICLE 18 : GENERALITES**

Les prestations attendues au titre du marché sont soumises à des opérations de vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations mentionnées au présent Cahier des Clauses Particulières.

**ARTICLE 19 : MOYENS****19.1 La mise à disposition d'un frigo connecté****19.1.1 La fourniture/installation du frigo connecté**

Les opérations de vérification sont réalisées au moyen d'un procès-verbal mentionnant :

- La référence du marché ;
- La date d'installation du frigo connecté ;
- Les caractéristiques du frigo connecté ;
- L'état du frigo connecté installé (neuf ou reconditionné) ;
- L'identité et la qualité de chaque signataire.

Le procès-verbal est établi par le pouvoir adjudicateur en deux (2) exemplaires dont un (1) est remis au titulaire.

Chaque exemplaire est signé par chaque partie au marché.

**19.1.2 La reprise du frigo connecté**

Les opérations de vérifications sont réalisées au moyen d'un procès-verbal mentionnant :

- La référence du marché ;
- La date de reprise du frigo connecté ;
- L'état du frigo connecté repris.

Le procès-verbal est établi par le pouvoir adjudicateur en deux (2) exemplaires dont un (1) est remis au titulaire.

Chaque exemplaire est signé par chaque partie au marché.

**19.2 Le suivi statistique et administratif des déchets**

Les opérations de vérification sont réalisées au moyen de procès-verbal mentionnant :

- La référence du marché ;
- L'identité du titulaire du marché ;

## **ARTICLE 20 : ISSUE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS**

### **20.1 Propos liminaires**

Après vérification de l'exécution des prestations attendues au titre du marché, le pouvoir adjudicateur (ou son représentant) notifie par courrier ou autre sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions définies ci-après.

### **20.2 Concernant la décision d'admission**

#### **20.2.1 Admission totale**

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur doit prononcer, à l'issue des opérations de vérification, l'admission totale des prestations attendues dès lors que ces dernières sont conformes aux stipulations mentionnées au C.C.P.

Le silence observé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant après l'écoulement d'une période de 5 jours ouvrés suivant les opérations de vérification vaut admission des courses exécutées.

#### **20.2.2 Admission partielle**

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prononcer à l'issue des opérations de vérification, l'admission partielle des prestations exécutées dès lors qu'au moins l'une d'entre elles est conforme aux stipulations mentionnées au C.C.P., sous réserve de leur autonomie.

### **20.3 Concernant la décision d'ajournement**

Par dérogation à l'article 25.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prononcer, à l'issue des opérations de vérification, l'ajournement des prestations exécutées dès lors que ces dernières ne sont pas conformes aux stipulations mentionnées au présent C.C.P. sans que cette non-conformité soit substantielle.

Dans cette hypothèse, la décision d'ajournement emporte toutes les conséquences juridiques prévues aux articles 25.2 et suivants du CCAG-FCS.

### **20.4 Concernant la décision de réfaction**

Par dérogation à l'article 25.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prononcer, à l'issue des opérations de vérifications, la refaction des prestations exécutées lorsque ces dernières ne sont pas conformes aux stipulations mentionnées au C.C.P., sans que cette non-conformité soit substantielle.

***Nota :*** La décision de refaction n'est prononcée qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter des observations.

#### 20.5 Concernant la décision de rejet

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer, à l'issue des opérations de vérification, le rejet total ou partiel des prestations exécutées dès lors que ces dernières ne sont pas conformes aux stipulations mentionnées au C.C.P.

<b>CHAPITRE VII : MODALITES FINANCIERES</b>
---

**ARTICLE 21 : PRIX****21.1 Généralités**

La location du frigo connecté attendu au titre du marché est exécutée sur la base des prix indiqués dans l'Acte d'Engagement et détaillés dans la pièce financière.

Le montant indiqué dans l'Acte d'Engagement constitue le montant du marché.

En aucun cas, le titulaire ne peut arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du présent Cahier des Clauses Particulières pour solliciter une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours de l'exécution du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure sont réputées être comprises dans l'économie du marché.

Ces anomalies s'inscrivent dans l'aléa contractuel.

**21.2 Contenu****21.2.1 Principe**

Le prix indiqué dans l'Acte d'Engagement est réputé :

- Établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo » défini à l'acte d'engagement ;
- Établi hors TVA et toutes taxes comprises et en euros.

Ce dernier est réputé complet et comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (tva, écotaxe, etc.) frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

A ce titre, aucun supplément de prix ne peut être réclamé lors de l'exécution du marché.

**21.2.2 Substance**

Le prix indiqué à l'Acte d'Engagement comprend notamment :

- Le coût de la location du frigo connecté,
- Les frais liés à la gestion administrative,
- Les frais liés au réapprovisionnement, l'entretien et la maintenance,

- Les frais d'installation et de retrait.

### 21.3 Forme

Le prix indiqué à l'Acte d'Engagement est un prix définitif.

### 21.4 Révision

#### 21.4.1 Généralités

Eu égard aux variations économiques auxquelles ils sont assujettis, les prix révisables du marché public sont révisés dans les conditions définies ci-après.

La révision intervient à la date d'anniversaire d'établissement des prix du marché public.

#### 21.4.2 Modalités

##### *a) Indice des prix*

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour présenter l'évolution des prix pour la consommation des plats du marché public est le suivant : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Alimentation y compris restaurants, cantines, cafés.

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour présenter l'évolution des prix pour la location du frigo connecté dans le cadre du marché public est le suivant : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 77.3 – Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix pour la gestion des déchets générés par l'exécution du marché public est le suivant : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Base 2015 – CPF 38.11 – Collecte des déchets non dangereux

En cas de disparition de l'indice, la révision des prix s'effectue, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant, sur la base de l'indice de substitution/remplacement désigné par l'INSEE.

##### *b) Formule de révision*

Chaque prix révisable est révisé à la date d'anniversaire d'établissement des prix du marché public par l'application de la formule suivante : **Po x C**.

Dans laquelle :

- « **Po** » est le prix révisable initial<sup>1</sup> ou le cas échéant, le dernier prix révisé
- « **C** » est le coefficient de révision

*c) Coefficient de révision*

Comme indiqué ci-avant, chaque prix révisable du marché public est révisé par l'application du coefficient (C) ci-après :  **$C = 0,125 + 0,875 * Im/Io$** .

Dans laquelle :

- « **Im** » est l'indice de révision mentionné ci-avant du mois m (indice publié correspondant au mois d'anniversaire d'établissement des prix du marché public)
- « **Io** » est l'indice de révision mentionné ci-avant du mois mo (indice publié correspondant au mois d'établissement des prix indiqué à l'Acte d'Engagement).

Nota : les indices à prendre en compte sont les indices correspondant réellement au mois d'établissement des prix ou au mois d'anniversaire d'établissement des prix du marché public.

#### 21.4.3 Demande de révision

*a) Forme*

La demande de révision des prix révisables doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité.

Cette demande de révision peut être notamment présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

*b) Délai*

La demande de révision des prix révisables doit parvenir au plus tard dans les six (6) mois suivant la date d'anniversaire d'établissement des prix du marché public.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision des prix révisables.

A ce titre, aucune demande de révision des prix révisables ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

*c) Instruction*

---

<sup>1</sup> Le prix révisable initial est le prix révisable stipulé par le titulaire dans son offre à la date limite de remise des offres initiales ou, le cas échéant, à la date limite de remise des offres finales

La demande de révision des prix révisables est instruite par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois à compter de sa transmission.

Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix révisables.

Dans cette hypothèse, les prix sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

#### *d) Acception*

Après les opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur doit accepter la demande de révision du prix dès lors que le titulaire du marché a procédé à une application fidèle de la formule de révision.

La décision d'acceptation valant révision du est notifiée au titulaire par courrier ou autre sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

## **ARTICLE 22 : REGLEMENT**

### **22.1 Avance**

Néant.

### **22.2 Acomptes**

#### **22.2.1 Généralités**

Eu égard à leurs conditions d'exécution, seules les prestations suivantes qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acompte :

- La location en gestion totale du frigo connecté
- La gestion administrative du frigo connecté,
- La maintenance du frigo connecté,
- L'entretien du frigo connecté,
- La livraison (réapprovisionnement) régulière des contenus du frigo connecté,
- Les prestations composant la gestion des déchets générés par l'exécution du marché public,
- L'évaluation des émissions de gaz à effet de serre induits par l'exécution du marché public.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

### 22.2.2 Périodicité de l'acompte

Les acomptes sont versés **mensuellement** par le pouvoir adjudicateur sur demande du titulaire.

### 22.2.3 Montant de l'acompte

Le montant de chaque acompte correspond :

- Aux prix des locations de distributeurs automatiques pour la période précédant la demande d'acompte  
Soit, au prix du loyer mensuel de la location des distributeurs automatiques
  - Au forfait mensuel pour la gestion des déchets générés par l'exécution du marché public
- A 1/12<sup>e</sup> du forfait annuel pour l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre.

### 22.2.4 Demande d'acompte

#### *a) Date*

La demande d'acompte doit être transmise au pouvoir adjudicateur en début de chaque mois.

#### *b) Forme*

La forme de la demande d'acompte est libre. Elle peut notamment prendre la forme d'une facture.

#### *c) Contenu*

La demande d'acompte doit notamment comporter les éléments suivants :

- La date d'émission de la demande ;
- La référence du marché, et le cas échéant, du non de commande (objet, numéro) ;
- Le rappel du montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de la phase en cause depuis le début de celui-ci ;
- Le rappel du prix forfaitaire de la prestation en cause ;
- Le cas échéant, le rappel des prix et quantité de la prestation commandée ;
- La fraction du prix forfaitaire de la prestation en cause, le cas échéant, diminuée du montant de l'avance à rembourser ;
- Les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Cette demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- Un rappel des coordonnées bancaires (RIB) ;
- Le cas échéant, le tarif horaire et le temps consacré aux prestations exécutées ;
- Le cas échéant, les éventuelles factures ;
- Tout autre élément justificatif pertinent.

Lorsque la demande d'acompte prend la forme d'une facture, elle doit également comporter les éléments mentionnés à l'article **D. 2192-2** du code de la commande publique.

#### 22.2.5 Modalités de versement de l'acompte

Les acomptes sont versés dans les mêmes formes et délais fixés pour les paiements.

### 22.3 Paie ment

#### 22.3.1 Périodicité du paie ment

Les paiements ont lieu mensuellement.

#### 22.3.2 Montant du paie ment

Le paie ment s'effectue en euro (€) après service fait et jugé conforme.

Le montant de chaque paie ment mensuel est déterminé par le titulaire, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant.

### 22.4 De mande de paie ment

#### 22.4.1 Forme

La demande de paie ment prend la forme de la présentation d'une facture électronique.

*Nota : la facture doit, sous peine de rejet, être conforme à la norme de facturation électronique mentionnée à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique.*

#### 22.4.2 Contenu

Conformément à l'article L. 2192-2 du code de la commande publique, la demande de paie ment (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- La référence du marché ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paie ment ;
- La date d'exécution des services ;

- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix forfaitaire des prestations réalisées ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

#### 22.4.3 Modalités de transmission

La demande de paiement est transmise par le titulaire par voie électronique.

Lorsque la demande d'acompte prend la forme d'une facture électronique, le titulaire doit transmettre sa facture via le portail public de facturation (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en utilisant les renseignements suivants :

- Le code structure « 49512000800026 » ;
- Le code service « MGX » ;
- Le numéro d'engagement communiqué lors de la notification du marché public.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission conformément à l'article R. 2192-3 du code de la commande publique.

#### 22.4.4 Instruction

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement.

Les décisions d'acceptation ou de rectification sont notifiées selon l'une des formes stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG.

En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur le notifie sans délai au titulaire et l'invite, le cas échéant, à transmettre la facture correspondant à la demande de paiement.

En cas de rectification, le pouvoir adjudicateur la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées, etc.

Il arrête également le montant de la somme à régler et le notifie sans délai au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de cette notification. En l'absence de réponse de sa part, ce dernier est réputé avoir accepté le montant arrêté par le pouvoir adjudicateur.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

## 22.5 Délai de paiement

### 22.5.1 Principe

Le paiement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations conformément aux articles R 2192-12 et suivants du code de la commande publique.

### 22.5.2 Sanction

#### *a) Intérêts moratoires*

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire. Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Conformément à l'article R. 2192-31, les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

#### *b) Indemnité de frais de recouvrement*

Conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euro.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

## 22.6 Retenue de garantie

Néant.

## 22.7 Monnaie de compte du marché

L'euro est la monnaie de compte du marché.

<b>CHAPITRE VIII : PREROGATIVES CONTRACTUELLES</b>
--

**ARTICLE 23 : PENALITES****23.1 Généralités**

Les pénalités dont le titulaire est redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

Aucune exonération des pénalités n'est accordée au titulaire du marché, sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

***Nota :** Le présent article est stipulé en dérogation de l'article 14.1 du CCAG-FCS*

**23.2 Pénalités pour retard****23.2.1 Généralités**

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le lendemain du jour où les délais d'exécution sont expirés.

**23.2.2 Substance**

En cas de non-respect de l'un des délais d'exécution mentionnés ci-avant et rappelés à l'Acte d'Engagement, le titulaire encourt une pénalité égale à 100 € HT par jour ouvré de retard.

**23.3 Pénalités pour manquement****23.3.1 Généralités**

Les pénalités pour manquement sont dues sur simple constatation du pouvoir adjudicateur.

**23.3.2 Substance**

En cas de non-respect de l'une des fréquences d'exécution mentionnées ci-avant et rappelés à l'Acte d'engagement, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € HT par constatation.

## ARTICLE 24 : RESILIATION POUR FAUTE

### 24.1 Généralités

En cas de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché sous réserve de respecter les conditions définies ci-après.

### 24.2 Conditions

#### 24.2.1 Condition de forme

La décision de résiliation doit, sous peine de nullité, prendre la forme d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé ou autre).

#### 24.2.2 Condition de procédure

Le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché à condition que la résiliation soit précédée d'une mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet pendant un délai de 10 jours ouvrés.

Sous peine de nullité, cette mise en demeure doit :

- Mentionner explicitement la présente clause de résiliation ;
- Mentionner le motif de la résiliation ;
- Inviter le titulaire à présenter ses observations.

#### 24.2.3 Condition de fond

Le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché à condition que la résiliation soit justifiée par une faute d'une gravité suffisante imputable au titulaire.

Constitue une faute d'une gravité suffisante :

- L'incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- L'incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances ;
- L'emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- La sous-traitance non déclarée ;
- Le non-respect répété (+ de 5) des délais d'exécution ;
- Le non-respect répété (+ de 5) des fréquences d'exécution ;
- La tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ;
- Le travail dissimulé ;
- L'incapacité définitive à exécuter les présentes obligations contractuelles ;
- Le non-respect de l'obligation d'information lorsque cette dernière est de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- La commission d'actes frauduleux à l'occasion de l'exécution du marché ;

- L'inexactitude des renseignements ou documents produits à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché.

### 24.3 Effets

La résiliation unilatérale pour faute du titulaire n'a d'effet que pour l'avenir. Elle prend effet à la date indiquée dans le courrier de résiliation, ou à défaut, à la date de la notification de la décision de résiliation.

La résiliation met un terme à l'ensemble des obligations découlant du marché et pendantes à la date d'effet de la décision de résiliation.

***Nota :** Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire intervenir un tiers pour l'exécution des obligations incombant au titulaire et pendantes à la date d'effet de la décision de résiliation, aux frais et risques de ce dernier sans qu'il puisse s'y opposer ou prétendre à une indemnité quelconque.*

### 24.4 Indemnités

La résiliation pour faute ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

## **ARTICLE 25 : RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

### 25.1 Généralités

Le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché pour un motif d'intérêt général.

### 25.2 Forme

La décision de résiliation prend la forme d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé ou autre).

### 25.3 Effets

La résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général n'a d'effet que pour l'avenir. Elle prend effet à la date indiquée dans le courrier de résiliation, ou à défaut, à la date de la notification de la décision de résiliation.

La résiliation met un terme à l'ensemble des obligations découlant du marché et pendantes à la date d'effet de la décision de résiliation.

## 25.4 Indemnités

### 25.4.1 Indemnité principale

Le titulaire a le droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant du marché un pourcentage de 5 %.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG-FCS, le titulaire doit présenter au pouvoir adjudicateur, par courrier, sa demande d'indemnité de résiliation dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de réception de la décision de résiliation du marché.

En l'absence de demande d'indemnité dans le délai susmentionné, le titulaire est considéré comme renonçant à son droit d'indemnité.

### 25.4.2 Indemnité accessoire

En sus de l'indemnité principale mentionnée ci-avant, le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

A ce titre, il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours calendaires à compter la date de réception de la décision de résiliation du marché.

En l'absence de transmission des éléments susmentionnés dans le délai indiqué, le titulaire est considéré comme renonçant à son droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

## **ARTICLE 26 : EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, après une mise en demeure restée sans effet pendant une période de 10 jours ouvrés suivant sa notification, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une quelconque indemnité.

La présente faculté est mise en œuvre en cas de carence du titulaire à respecter les fréquences d'exécutions mentionnées ci-avant.

***Nota : La mise en œuvre de cette stipulation ne remet pas en cause le marché, sauf résiliation.***

**CHAPITRE IX : REGLEMENT DES LITIGES****ARTICLE 27 : RECLAMATION PREALABLE OBLIGATOIRE****27.1 Généralités**

En cas de différend survenu à l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire doit, préalablement à toute autre voie de recours, présenter un mémoire en réclamation dans les conditions visées aux articles 37.2 du CCAG-FCS.

**27.2 Instruction**

Le mémoire en réclamation est instruit par le pouvoir adjudicateur dans les conditions visées à l'article 37.3 CCAG-FCS.

**ARTICLE 28 : PROCEDURE ADMINISTRATIVE PREALABLE OBLIGATOIRE****28.1 Le comité consultatif de règlement amiable**

Sous réserve de la présentation préalable du mémoire en réclamation, le titulaire doit, avant tout recours contentieux, porter tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché devant le comité local consultatif de règlement amiable territorialement compétent dans les conditions visées aux articles D. 2197-15 et suivants du code de la commande publique.

**Nota :** Le présent article est stipulé en dérogation à l'article 37.34 du CCAG-FCS.

**28.2 Le médiateur des entreprises**

En cas de litiges ou de différends nés à l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire peut, conformément à l'article R. 2197-23 du code de la commande publique, recourir au médiateur des entreprises.

**ARTICLE 29 : PROCEDURE JURIDICTIONNELLE****29.1 Généralités**

Sous réserve de la saisine préalable du comité local consultatif de règlement amiable, le titulaire peut porter tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du marché devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R 312-11 du code de justice administrative.

## 29.2 Portée

Si une ou plusieurs stipulations du marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles quelles à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

**Nota :** Les parties peuvent d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

<b>CHAPITRE X : AUTRES STIPULATIONS</b>
---

**ARTICLE 30 : PRESTATIONS SIMILAIRES****30.1 Généralités**

Les prestations visées par le présent Cahier des Clauses Particulières peuvent donner lieu à conclusion sans publicité ni mise en concurrence préalables d'un (ou plusieurs) nouveau(x) marché(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

**30.2 Parties**

Le (ou les) nouveau(x) marché(s) susmentionnés sont conclus entre les mêmes parties au présent marché.

**30.3 Modalités de conclusion**

Le (ou les) nouveau(x) marché(s) susmentionnés sont conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Ces derniers ne peuvent être conclus que dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent marché.

**30.4 Modalités financières des nouveaux marchés**

Le (ou les) nouveau(x) marché(s) susmentionnés doivent, sous peine de nullité, être conclus sur la base des prix unitaires mentionnés à la pièce financière du présent marché ou révisés par l'application de la forme de révision des prix mentionnée ci-avant.

**30.5 Modalités d'exécution des nouveaux marchés**

Le (ou les) nouveau(x) marché(s) susmentionnés peuvent être conclus selon des conditions d'exécution identiques à celles prévues au présent marché.

Toutefois, les parties peuvent adapter notamment les éléments suivants :

- La durée du marché
- Les délais d'exécution
- Les fréquences d'exécution
- Les lieux d'exécution

**ARTICLE 31 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.**

Toutes les stipulations du C.C.A.G. FCS s'appliquent au marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G.-F.C.S.
Pièces constitutives du marché public	Art. 6.2	Art. 4
Admission totale des prestations	Art. 20.2.1	Art. 25.1
Admission partielle des prestations	Art. 20.2.2	Art. 25.1
Décision d'ajournement	Art. 20.3	Art. 25.2
Décision de réfaction	Art. 20.4	Art 25.3
Pénalités	Art. 23.1	Art. 14.1
Résiliation unilatérale	Art. 25.4.1	Art. 32
Procédure administrative	Art. 28.1	Art. 37.3.4